



EDITO

Alors qu'on pourrait dépasser le seuil critique des 1,5°C dans quelques années uniquement, la COP28 doit permettre de dresser le bilan des mesures prises en matière climatique depuis l'adoption de l'Accord de Paris. Cet exercice collectif est indispensable pour pouvoir ensuite rectifier le tir. Mais il ne pourrait aboutir sans des avancées réelles en faveur d'une sortie des énergies fossiles et du déblocage des financements nécessaires pour aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques.

Que l'accord final intègre un engagement à sortir du charbon, du pétrole et du gaz n'est pas une mince affaire. D'autant plus que le Président de la présente COP, Sultan Al-Jaber, dirige la compagnie pétrolière des Emirats arabes unis et considère que la sortie des énergies n'est pas un impératif pour limiter le réchauffement à 1,5°C mais pourrait ramener l'humanité à l'âge des cavernes.

Réussir ce tour de force exige l'exemplarité des pays développés. Il leur faut s'engager à sortir des énergies fossiles et à ne plus soutenir, diplomatiquement ou à travers leurs acteurs économiques et financiers, le développement de nouveaux projets fossiles à l'étranger.

Les initiatives *ad hoc*, telles que celle portée par la France en faveur de la sortie du charbon et de l'arrêt des financements privés au secteur sont bienvenues, mais demeurent partielles et doivent faire leurs preuves. Il faudra en particulier s'assurer que la fermeture de centrales à charbon prévue par l'initiative donne lieu au développement des énergies soutenables et non à celui du gaz, et que les acteurs privés qui prennent part à l'initiative ne bénéficient de crédits carbone. Les deux seraient contre-productifs et à rebours de l'impératif de rechercher des gains absolus en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Quant aux financements climat, les 100 milliards de dollars promis il y a 15 ans pour accompagner les pays en développement dans leurs adaptation et mesures de baisses d'émissions n'ont toujours pas été réunis. Le lancement au premier jour de la COP d'un fonds pertes et dommages destiné à aider les pays touchés de manière disproportionnée par les impacts irréversibles du dérèglement climatique marque une vraie avancée politique. Mais les sommes engagées par les pays développés se chiffrent en millions. Il en faudrait des milliards.

Lucie Pinson,
Directrice de Reclaim Finance

A NE PAS MANQUER



La nouvelle initiative sur la sortie du charbon devra faire ses preuves

Les ONG appellent les gouvernements et les organisations à donner suite aux promesses faites et alertent sur le risque d'un remplacement du charbon par des technologies fortement émettrices.

[EN SAVOIR PLUS](#)



Dix principes pour financer les mécanismes de sortie du charbon

12 organisations présentent dix principes directeurs pour le financement des mécanismes de retrait du charbon (CRM) afin de s'assurer qu'ils atténuent efficacement le changement climatique.

[EN SAVOIR PLUS](#)



Un rapport révèle les partenaires d'ADNOC dans le chaos climatique

Un nouveau rapport met en lumière l'expansion pétrolière et gazière hors norme de l'entreprise ADNOC et révèle quels acteurs financiers et quelles majors pétrolières la soutiennent activement.

[EN SAVOIR PLUS](#)

LA SÉLECTION DU MOIS

Les développeurs d'énergies fossiles enfin exclus du Label ISR

Le gouvernement reconnaît enfin le caractère irresponsable des entreprises comme TotalEnergies, BP ou Eni dans un contexte d'urgence climatique.

L'art de noyer le poisson : réponse à TotalEnergies sur Papua LNG

Dans un souci de transparence, Reclaim Finance apporte un éclairage sur certains sujets que TotalEnergies a omis de mentionner à propos du projet *Papua LNG*.

Charbon métallurgique : oublié des politiques des acteurs financiers

Un rapport de Reclaim Finance pointe du doigt l'absence d'engagements sur le charbon métallurgique des acteurs financiers, pourtant indispensables pour sortir du charbon.

Les acteurs financiers derrière les pires transactions pour le climat

Reclaim Finance révèle les banques et investisseurs ayant aidé les entreprises de l'industrie fossile à lever des milliards d'euros en 2023 grâce à l'émission d'obligations.

Fuir plutôt que prévenir : les assureurs face au dérèglement climatique

Reclaim Finance appelle les (ré)assureurs à fermer la porte à tous les nouveaux projets pétroliers et gaziers, sans exception, dont les nouveaux terminaux de GNL.

DECOUVREZ NOTRE NOUVELLE NEWSLETTER

Nous avons lancé le mois dernier notre nouvelle newsletter qui décode les politiques sectorielles adoptées par les acteurs financiers pour encadrer leurs soutiens aux secteurs les plus polluants, à commencer par celles pour le secteur énergétique. [Découvrez la première édition](#) et inscrivez-vous pour recevoir les prochaines éditions.

[JE M'INSCRIS](#)

SOUTENEZ RECLAIM FINANCE

**FAIRE UN
DON**

**Un don de 100€ revient à 34€
après réduction fiscale.**



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }} Vous recevez cette newsletter parce que vous vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim Finance.

[Se désinscrire](#)